

Conférence de presse du Président de la République lors de la visite d'État en Espagne.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Président du gouvernement, cher Pedro, merci pour l'accueil aujourd'hui à Moncloa et la très bonne discussion que nous avons eue et celle que nous allons poursuivre avec l'ensemble de nos équipes. Et je veux aussi ici remercier Sa Majesté le roi pour son accueil, son invitation à cette visite d'État.

Tu viens de tout dire, de la relation bilatérale, de nos agendas européens et internationaux, et je me retrouve très bien dans ce qui a été dit. Mais au fond, il y a très clairement une amitié, une estime et une vitalité de la relation bilatérale qui est une force pour nos deux pays. Alors elle s'inscrit dans cette histoire que nous rappelions hier avec Sa Majesté le roi, qui est : les combats de liberté ont toujours connu les Espagnols et les Français côte à côte. Et ce fut vrai durant la lutte des Républicains espagnols. Ce fut vrai lors de la Libération de la France. Et en effet, nous n'oublions pas cette mémoire qui nous lie et qui a beaucoup irrigué notre imaginaire.

C'est vrai des relations humaines. Ce sont des choses qu'on ne peut pas décréter. On peut accompagner ou créer des instruments, mais il est frappant de voir encore la vitalité de l'enseignement de nos deux langues de part et d'autre, de l'intensité des relations entre nos réseaux culturels, linguistiques et scolaires. Et de voir que le Bachibac que nous avons créé il y a 15 ans à peine est un très grand succès qui permet, là aussi, d'améliorer les choses. Et quand on parle d'Erasmus, qui est sans doute une des incarnations les plus concrètes de l'Europe, je constate que nous sommes des destinations privilégiées de part et d'autre des Pyrénées pour nos étudiants. Donc ça, ça reste une très grande chance et ça montre la force de ce lien. Et ce lien, on le retrouve dans la relation commerciale, culturelle et humaine.

Et c'est vrai que, vous l'avez rappelé, j'étais ce matin avec Sa Majesté le roi à l'ouverture du Forum de nos entreprises et de la coopération économique. Lorsque nous étions ensemble il y a à peine 3 ans à Barcelone, on disait : il y a près de 80 milliards d'euros d'échanges de biens et de services. On est à 90 milliards aujourd'hui. La France est le premier client, le premier employeur étranger en Espagne, le troisième fournisseur. Donc il y a une très grande force du lien entre nos entreprises et beaucoup étaient là dans notre délégation, qui sont des grands employeurs dans votre pays, d'Orange qui vient de réaliser un investissement stratégique majeur, en passant par Renault qui continue dans ses sites de Palencia et Valladolid d'être présent, de Veolia, Carrefour, mais aussi EDF, Engie et j'en passe.

C'est aussi la relation qu'on veut continuer d'avoir et consolider en matière de défense. On a commencé à en parler, on va poursuivre. Nous sommes des partenaires de très longue date dans l'A400M, les hélicoptères Tigre, le NH90. On a une coopération aérospatiale très dynamique avec aussi les projets spatiaux Thales Alenia Space, Hisdesat et Airbus Defence and Space, et la consolidation avec le projet BROMO que nous soutenons et qui est très important pour nos industries. Et puis on intensifie justement ces relations. J'ai vu plusieurs entreprises remarquables du New Space espagnol. On a le projet IRIS² que nous soutenons ensemble avec financement commun, qui va nous permettre d'avancer. Et donc on le voit dans beaucoup de secteurs, on a aussi une ambition nouvelle pour démultiplier le partenariat économique stratégique.

Nous poursuivons aussi notre coopération en matière transfrontalière et de connectivité. Et ici, je veux dire combien cet agenda est important pour nous deux. D'abord en matière ferroviaire, et je veux là réaffirmer l'importance des liaisons. Donc on a mis en service des lignes grande vitesse Tours-Bordeaux, Nîmes-Montpellier, qui a étendu le réseau français aussi de LGV vers l'Espagne. Réaffirmer ici que nous avons cet objectif de relier Paris à Madrid en 6 heures, Lyon à Barcelone en 4h20, et que nous avons confirmé en mai dernier le lancement des grands projets qui est attendu. Et donc nous mobilisons nos financements de part et d'autre et ensemble nous nous mobilisons aussi pour obtenir les financements européens nécessaires à ces projets d'intérêt européen commun sur plusieurs de ces lignes et toutes celles que je n'ai pas citées.

Sur la question des interconnexions énergétiques, on a aussi beaucoup progressé ces dernières années. Le golfe de Gascogne d'un côté, H2med de l'autre, ou BarMar, qui permet justement la liaison hydrogène et l'équipement. Et il est clair qu'on doit continuer l'interconnexion électrique transpyrénéenne. Elle suscite, on le sait bien, parfois plus de réticences sur le terrain local, mais c'est notre travail justement de savoir convaincre. Mais au-delà de ça, nous allons ensemble aussi mobiliser des financements européens parce que ces interconnexions sont évidemment très importantes de part et d'autre, mais si on veut les accélérer, il faut qu'on arrive à aller au bout aussi d'une capacité à montrer qu'elles sont importantes pour le réseau européen tout entier. Et c'est pourquoi, à cet égard, je l'ai rappelé ce matin, Monsieur le Vice-président, chez vous au ministère, mais on doit poursuivre deux objectifs sur lesquels nous nous accordons : la neutralité technologique, l'interconnexion électrique. C'est à cette condition qu'on aura une Europe plus efficace et qu'on pourra accélérer nos interconnexions transpyrénéennes.

Au-delà de cette relation bilatérale, et de ces liens, évidemment, on a aussi un agenda européen où, là, la complicité est forte. Et le Président du gouvernement vient de le rappeler. D'abord, le soutien à l'Ukraine, le rôle que nous jouons dans la coalition des volontaires, la clarté que nous avons à cet égard, la défense du peuple ukrainien, de sa souveraineté, de la sécurité des Européens, la consolidation d'un pilier européen au sein de l'OTAN et le fait que je crois pouvoir dire que nos deux pays font partie de ceux qui assument de ne pas avoir de double standard et donc aussi de défendre la souveraineté dans d'autres régions du monde. C'est-à-dire d'avoir eu la clarté de reconnaître la Palestine tout en soulignant l'importance de la sécurité d'Israël, de ne rien céder à ce combat pour la paix et la stabilité et d'œuvrer pour la souveraineté territoriale du Liban, qui est une clé aussi de la sécurité de la région. Cette clarté est, je crois, importante.

Sur nos différents agendas européens, nous avons évidemment l'agenda de compétitivité où là nous œuvrons ensemble sur le numérique. Nos ministres ont signé une déclaration conjointe très ambitieuse qui appelle à bâtir par l'investissement et la préférence européenne un écosystème européen souverain sur l'ensemble de la chaîne de valeur du quantique, de l'IA, du cloud, des puces et de la 6G. Et donc ça, c'est, je pense, un élément extrêmement important. Et donc nous soutenons une approche ambitieuse en matière d'investissements et nous soutenons aussi une approche ambitieuse en termes de budget européen. Et là-dessus, je veux ici souligner, vous venez de le faire à l'instant, l'importance pour nous deux d'avoir un budget qui permette de tenir nos ambitions en matière de politique agricole, de politique de cohésion, mais également de développer des financements conjoints en matière justement de nouveaux secteurs et d'assumer d'avancer sur l'agenda également de l'union de l'épargne et de l'investissement.

Mais l'ambition du budget européen, notre capacité justement à décider de ressources propres au mois d'octobre, et à défendre cette ambition et une juste taille de ce budget pour nos investissements d'avenir est clé, nous la partageons.

À côté de ça, il y a la nécessité de déployer une préférence européenne dans nos financements et nos marchés publics, c'est ce qui est fait avec le règlement accélérateur industriel, et d'avoir véritablement une défense du contenu européen et de protéger nos industries. Et nous en voyons l'importance et nos pays sont exposés par exemple à l'industrie automobile qui exige d'avoir cette clarté et cette ambition, et nous la défendons. On a eu une très bonne discussion à l'instant aussi avec Monsieur le Président du Conseil sur justement la relation avec la Chine. Nous pensons l'un et l'autre que l'Europe doit rester un lieu, et c'est ce que nous faisons pour nos diplomates, d'ouverture, de diversification, de discussions stratégiques. Et je suis allé chaque année en Chine et les relations sont évidemment très importantes. Et vous y allez aussi très régulièrement, mais nous sommes attachés à ce qu'il y ait une juste compétition. Et donc à cet égard, nous défendons une approche qui consiste à dire : on doit protéger beaucoup mieux, beaucoup plus vite l'industrie européenne. C'est tout ce qu'on a demandé à la Commission avec la modernisation des outils commerciaux et de protection. Dès le mois d'octobre, on va le mettre en œuvre.

On doit être très pragmatiques, restaurer les conditions d'une juste concurrence quand elles n'existent pas et donc protéger nos acteurs industriels quand il le faut. Mais aussi, on doit convaincre nos partenaires chinois de faire des transferts de technologie. Vous en avez fait en Espagne, nous en avons fait en France, qui respectent l'emploi européen et qui permettent de faire, sur certaines technologies de pointe où les Chinois sont, ce que nous avons fait il y a 25, 30 ans. C'est une approche européenne unifiée qui nous permettra d'être efficaces à cet égard et c'est celle que nous défendons. Et donc budget ambitieux, politique d'innovation, financement conjoint et préférences européennes sont les clés.

Nous avons aussi rappelé notre solidarité avec l'Espagne après la crise migratoire de Ceuta parce que nous partageons le même attachement à l'équilibre qui a été trouvé entre responsabilité et solidarité et qui préside à la mise en œuvre du pacte asile-immigration, qui paraît la seule chose efficace à faire pour notre Europe. Et donc nous devons continuer à développer des solutions de fermeté, de protection de nos frontières communes, d'efficacité, mais dans le respect du droit de l'Union européenne et de nos valeurs sur les retours, la coopération de réadmission face aux filières et aux modèles économiques des passeurs, avec tous les leviers qui sont les nôtres, avec les pays de transit ou d'origine, en étant fermes, mais en étant solidaires en européens et en étant conformes à l'histoire qui est la nôtre et à nos valeurs.

Enfin, nous sommes mobilisés ensemble sur la protection de nos démocraties et de notre jeunesse, et bâtir ainsi une régulation européenne du numérique. Nous avons, ces dernières années, bâti ensemble, il y a eu une mobilisation très forte franco-espagnole pour arriver sous présidence française à la mise en œuvre des deux directives DMA et DSA, qui étaient déjà clés, et notre mobilisation commune avec quelques autres collègues a été décisive. Et on était il y a quelques jours, ensemble, encore aux Nations Unies pour présider, aux côtés du premier ministre australien et du président kényan, une mobilisation pour la protection de nos enfants face aux évolutions technologiques et à l'IA. Et je dois dire que ce sont nos initiatives qui ont permis de faire évoluer pas simplement le débat, mais les décisions européennes. Et je me félicite de l'acte européen de protection des enfants qui a été annoncé par la présidente de la Commission européenne, et qui est le fruit d'une mobilisation commune. Et nous sommes attachés à une Europe qui protège ses enfants et ses adolescents, qui protège l'espace démocratique numérique européen des ingérences étrangères et des manipulations algorithmiques. Nous sommes pour l'innovation. Et pour capter les parts d'innovation et la croissance qui l'accompagne, nous sommes contre la prédation du cerveau et des cœurs de nos enfants et de nos adolescents. Et nous sommes contre la détention de ces innovations dans la main de quelques-uns.

À cet égard, nous avançons et nous continuerons d'avancer ; ce qui passe aussi par une information et des contenus européens de qualité. Et c'est ce qu'Arte fait lors de cette visite d'État avec le lancement des contenus Arte+ sur RTVE, jalon majeur aussi d'une plateforme véritablement européenne, et c'est un point très important.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je pouvais ajouter ou confirmer des propos de monsieur le Président du gouvernement. Mais vous redire, te redire, cher Pedro, le bonheur que nous avons avec ma délégation d'être ici et le bonheur personnel que j'ai de me retrouver à tes côtés et poursuivre notre travail. Merci beaucoup.

Animatrice

Monsieur le Président, merci beaucoup. On va donc commencer cette conférence de presse. Merci déjà d'être venus aussi nombreux. On va procéder à un tour de parole en commençant par nos collègues français.

Journaliste

Monsieur le ministre, bonjour. Ce matin, Monsieur le Président, vous avez indiqué dans votre discours que la France et l'Espagne ne sont pas alignées sur la question du commerce avec la Chine. Alors, Monsieur le Président, est-ce que vous estimez que l'Espagne n'est pas suffisamment solidaire dans sa réponse européenne face à la Chine ? Et Monsieur le Premier ministre, est-ce que l'Espagne ne fait pas faux bond à l'Europe, à l'Union européenne, sur cette question ? Et puis, sur le budget européen, comment comptez-vous tenter de convaincre les pays réticents en faveur d'une hausse du budget de l'Union ?

Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Premier point, ce que je disais, c'est qu'on a des acteurs et on a pu avoir des voix qui ont été divergentes parce que les intérêts ont pu ne pas être les mêmes. Ce que j'ai dit, c'est que notre rôle, c'était justement de converger, parce que la seule réponse qui fonctionne est européenne.

On a eu une discussion très substantielle à l'instant, ce n'est pas la première, mais je la traduis sous le contrôle du Premier ministre, je crois qu'on est tous les deux convaincus sur l'idée de dire qu'il faut protéger nos acteurs européens. On a, des deux côtés des Pyrénées, des acteurs qui, aujourd'hui, quand ils subissent une concurrence déloyale, doivent être protégés. C'est les clauses de sauvegarde, c'est la modernisation des instruments de commerce qu'on a demandés à l'Europe, et là, on est totalement alignés.

La deuxième chose, c'est que nous ne pensons pas qu'on doit rentrer en guerre commerciale ou tout couper avec la Chine. Ça n'aurait pas de sens. D'abord parce qu'on a encore des acteurs qui y travaillent. Ensuite parce qu'il y a aussi des innovations technologiques dont on a besoin.

J'avais écrit, il y a 18 mois, une tribune à cet égard avec plusieurs points de cette stratégie qu'il portait, et d'ailleurs, c'est ce que nous avons pratiqué l'un et l'autre : c'est le transfert de technologie.

L'Espagne a reçu plusieurs entreprises chinoises qui ont fait du transfert de technologie dans certains domaines. Nous avons fait pareil. Je pourrais vous citer Douai avec Envision où, pour partie, notre succès dans la batterie électrique automobile est lié à ce transfert de technologie. Il doit être encadré et respectueux. Et donc, on est dans une vision qui consiste à garder un engagement stratégique, mais à protéger et à assumer de protéger.

Et enfin, je vais vous dire, si on n'est pas unis en Européens, on n'a aucune chance d'avoir un résultat. Et ça, je crois qu'on est totalement alignés, tous les deux. Et donc, je dois pouvoir dire que la ligne que nous poursuivons, elle n'est ni d'être naïfs ni de stigmatiser. Elle est de restaurer les termes d'une concurrence juste et équilibrée avec la Chine, de protéger des acteurs qui sont les victimes d'une concurrence déloyale quand elle existe, de permettre à notre économie de bénéficier des innovations chinoises lorsque nous en avons besoin par des technologies, des transferts de technologies, et de le faire en étant unis en Européens pour protéger notre marché.

Et c'est aussi pour ça qu'on croit à une politique douanière réunifiée.

Voilà les termes de ce qui, à mon avis, est la seule politique efficace au niveau européen et que je crois pouvoir dire aussi le reflet de la très bonne discussion qu'on a eue avec le président du Gouvernement espagnol à l'instant.

Sur le budget européen, là aussi, on a une très forte convergence. Nous devons augmenter la taille du budget, pas de doute. Et je le rappelais, on l'a augmenté la dernière fois pendant le Covid avec REPowerEU, parce qu'on est face à des défis en matière de défense et de sécurité, de technologies vertes, d'intelligence artificielle et de quantique qui font que, si on n'augmente pas notre budget, eh bien, soit on ne fera pas ces dépenses et on ne sera pas dans la course de l'innovation, soit on renverra à chaque pays la responsabilité de le faire et donc on fragmentera notre marché unique et on aura 27 politiques du spatial, 27 politiques de l'intelligence artificielle, ce qui est une stupidité parce que nous n'aurons pas la taille critique pour le faire. Donc, nous devons avoir un budget plus ambitieux. La clé pour avoir ce budget plus ambitieux sans augmenter nos contributions nationales, c'est d'être innovants.

La première discussion qu'on va avoir, là, en octobre, c'est l'agenda qu'on va travailler ensemble des ressources propres. Le budget européen a besoin de plus de ressources propres. Il y a des moyens d'avoir ces ressources propres qui nous permettront d'avoir un budget plus important sans augmenter les contributions nationales.

Deuxième chose, être peut-être innovants par rapport au remboursement de l'emprunt qu'on a fait il y a six ans. Est-ce qu'il faut s'empresse de le rembourser maintenant ? Est-ce qu'on ne peut pas en prolonger les maturités ? Les maturités de nos États, elles sont beaucoup plus longues, elles vont jusqu'à 30 ans et même au-delà. L'Europe est une signature forte. Deuxième élément.

Et puis, troisièmement, on pourra regarder, ce sera le fruit de la discussion, où est-ce qu'on peut ajuster les choses et avoir des coupes raisonnables. Voilà dans quel ordre nous voyons les choses, mais l'ambition de ce budget est la clé pour répondre à ce qui est le principal facteur explicatif du problème européen aujourd'hui : son manque d'innovation. L'innovation ne se fera que si on a des financements publics et des financements privés, d'où l'importance du marché unique des capitaux beaucoup plus fort.

Journaliste

Bonjour, Président. La droite espagnole a rejeté hier au Sénat le traité d'amitié et de coopération entre l'Espagne et la France. Que pensez-vous ? Et croyez-vous qu'il faille modifier quelque chose avec l'Espagne et aussi dans les traités. Merci beaucoup.

Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci, Madame, pour votre question et merci de l'avoir posée en français. Écoutez, je ne peux que déplorer le vote d'hier en le respectant, puisque c'est le principe même de la démocratie. Je crois que c'est un bon traité. Nous l'avons co-construit, défendu et signé. Il est, en effet, entre nos deux pays et il correspond à la réalité humaine, économique, culturelle de nos deux pays. Et donc, je pense que c'est une bonne chose d'accompagner cette réalité par un cadre de coopération, d'intensité politique beaucoup plus fort. Bon, c'était un peu le but, entre autres, de ce traité d'amitié qui, je crois, prévoit des choses tout à fait utiles entre les gouvernements, entre nos pays. Il y a eu des questions, au début, légitimes, juridiques, qui ont été posées. Je crois que votre Tribunal constitutionnel les a levées, donc c'est une bonne chose.

Donc, j'ai envie de vous dire : non, il n'y a rien à modifier. Y aurait-il eu des choses qui ne sont pas conformes à votre Constitution ou à la nôtre ? Je vous aurais dit : oui, il faut le modifier. Là, non. La question a été tranchée. Maintenant, je crois comprendre que le texte va revenir devant le Congrès des députés. Il semblerait, là, qu'une majorité quand même se dégage pour plutôt l'approuver. Donc, je pense que c'est un rendez-vous manqué, mais le rendez-vous d'hier avec Sa Majesté le Roi, Sa Majesté la Reine, l'ensemble des invités, était formidable et a dit beaucoup de l'amitié entre nos deux pays, et les mots que vient d'avoir Monsieur le président du Gouvernement aussi.

Voilà, donc je le regrette, mais je pense que c'est plus un contretemps qu'un drame. En tout cas, nous, nous allons continuer à travailler ardemment pour avancer et agir.

Journaliste

Monsieur le Président, bonjour. Monsieur le président du Gouvernement, bonjour. J'avais deux questions plutôt sur l'actualité française. La première concerne les lycées. Certains établissements sont bloqués maintenant depuis plusieurs jours. On a vu des images avec des arrestations plutôt violentes de lycéens ; des personnels également ont été blessés. Est-ce que vous approuvez l'usage de la force pour permettre l'accès à ces établissements ? Et, sur le fond, est-ce que vous demandez aussi à votre Gouvernement des mesures urgentes pour répondre, en partie en tout cas, aux revendications des lycéens ? Ça, c'était la première question.

La deuxième question concerne plus spécifiquement la campagne électorale en France, qui a pris un tour nouveau ces dernières heures avec les révélations de nos confrères de Mediapart sur des écrits antisémites attribués à Jordan Bardella, ce que lui conteste. Néanmoins, est-ce que vous considérez que toutes les tentatives de dédramatisation du Rassemblement national de ces dernières années n'ont finalement été qu'une façade ? Et plus généralement, sur cette campagne, vous vous êtes mis dans un rôle de garant, d'arbitre, ce sont vos mots, pour assurer la sérénité des débats. On le voit bien depuis quelques jours, un peu une brutalisation, on va dire, dans le vocabulaire, où on parle d'armure de Kevlar pour les journalistes, etc. Est-ce que vous avez envie de vous impliquer un peu plus dans ce rôle de garant pour rappeler à l'ordre certains des candidats, puisque la campagne va encore être longue, il reste sept mois encore ?

Merci pour vos réponses.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Sur votre première question, moi, j'entends et je comprends les angoisses, parfois les colères que notre jeunesse peut avoir qu'il s'agisse du climat, des évolutions technologiques, des situations géopolitiques. Le Gouvernement comme moi-même avons chaque fois essayé d'y répondre de la manière la plus concrète possible, avec des actes, d'essayer d'organiser les débats, et je continuerai de le faire jusqu'à la dernière seconde. Je ne veux pas ici laisser penser qu'au fond notre jeunesse n'aurait pas de légitimes débats à avoir et des légitimes craintes et puis des adhésions. Tout ça fait partie de la vie démocratique et c'est une bonne chose. Par contre, aucun de ces débats, aucune de ces craintes ne légitime la violence.

En aucun cas des responsables politiques, le terme en l'espèce est mal choisi, ne sauraient légitimer une violence. On a vu beaucoup de responsables aller devant les lycées pour exciter les élèves. Je pense que c'est grave. Et j'ai vu plusieurs de ces jeunes, étaient-ils lycéens ou venaient-ils en opportunité devant les mêmes lycées, même brutaliser des journalistes. C'est inacceptable.

Donc oui aux interrogations, aux débats, non à la violence quelle qu'elle soit et rien ne la légitime. Dans une démocratie, tous les débats sont légitimes, la violence, elle, ne l'est jamais, jamais. Et donc, la première chose à laquelle j'appelle, c'est que tous les responsables politiques, quand ils sont élus de la République, se rappellent de leur rôle. Ils sont là parce qu'il y a un mandat démocratique, parce qu'ils ont été élus de manière calme dans un cadre organisé et ils ne sont pas là pour agiter les peurs et faire commettre le pire.

J'appelle tout le monde au calme. Je veux ici redire aussi ma solidarité avec les familles, avec le corps enseignant, puisque plusieurs ont été brutalisés, et avec les forces de l'ordre qui font leur travail et qui doivent le faire dans le cadre déontologique qui est le leur. Et donc s'il y a des écarts qui sont vus, ils doivent être poursuivis.

Mais je pense que la violence, elle vient surtout de ceux qui ont bousculé des professeurs et les ont foulés aux pieds. Elle vient de ceux qui ont bousculé des journalistes et de ceux qui ont pris à partie des forces de l'ordre qui font leur travail. Les lycées sont faits pour être ouverts et transmettre un savoir ; ils ne sont pas faits pour être bloqués ou brûler des poubelles. Voilà comment je vois les choses de manière simple sur ce sujet. Et je vais ici redire mon soutien évidemment aux enseignants, aux forces de l'ordre et ils agissent dans le cadre déontologique.

Le ministre de l'Éducation a parlé hier justement pour rappeler le cadre et le ministre de l'Intérieur aussi, et pour rappeler évidemment l'exigence déontologique qui est la sienne, dont il est garant en matière d'intervention.

Sur votre deuxième question, la lutte contre l'antisémitisme est une des priorités de la République. Je l'ai constamment rappelé. Parce qu'elle est existentielle à la République elle-même. Et donc jamais nous n'accepterons de propos antisémites, jamais. D'abord les propos qui ont été rapportés sont évidemment gravissimes et inacceptables, et ils ne souffrent pas de quelque commentaire que ce soit, ils appellent à la condamnation la plus extrême. Ça n'est pas la République.

Et la deuxième chose, ils impliquent que les responsables clarifient. Voilà, c'est le rôle des responsables politiques, qu'ils clarifient la ligne, les mots et les gens qui, dans leur parti, peuvent prononcer de telles choses. Pour le reste, je déplore comme vous la violence qui s'installe. Et je pense que la violence langagière conduit toujours après à une escalade et que même quand c'est métaphorique, ce qui doit accompagner un débat démocratique, c'est le respect et c'est l'argument.

Les Françaises et les Français auront dans quelques mois à faire un choix important et choisiront pour leur avenir. Mon rôle, c'est d'essayer d'éclairer ce débat, je l'ai fait il y a quelques jours encore, de confronter ceux qui veulent des responsabilités au réel et de partager ce que nous en savons de la situation géopolitique, mais tout ça doit se faire dans le respect parce que, de toute façon, ces femmes et ces hommes auront peut-être pour certains à gouverner ensemble, auront de toute façon à avoir d'autres élections ensuite et ils auront à être dans la vie de la nation, peut-être les uns avec une majorité, les autres avec une opposition. Et la vie politique, c'est justement une sortie de la violence, c'est parce qu'il est donné aux concitoyens la possibilité de changer de manière régulière celles et ceux à qui on confie les responsabilités, de le faire dans le calme et dans le respect. On peut avoir des désaccords qu'on exprime de manière respectueuse. Donc oui, je pense qu'il est inacceptable d'avoir des mots violents à l'égard des adversaires politiques et qu'il est inacceptable de s'en prendre à ceux qui sont, pour partie, les organisateurs de ce débat et que les journalistes qui font leur profession en indépendance ne puissent pas être l'objet d'attaques et de ces propos violents. C'est le seul cadre qui permettra à notre pays, quel que soit son choix, de le faire dans de bonnes conditions et de choisir son avenir.

Journaliste

Oui, pour Monsieur le Président Sánchez. Vous avez dit que vous étiez raisonnablement optimiste concernant le décret sur le logement, le parti Junts a dit il y a quelques minutes qu'ils étaient déçus dans une première analyse, que les objectifs que devait couvrir le décret ne sont pas remplis. Quelles sont les garanties que vous avez que ce décret puisse être appliqué ?

Concernant le deuxième décret, je voulais aussi vous demander si le fait d'avoir séparé ce projet en deux décrets signifie que vous n'avez pas les soutiens et les appuis pour pouvoir adopter les deux à la fois ?

Concernant Ceuta, Monsieur le président Vivas a dit aujourd'hui que dans les jours qui ont précédé la crise migratoire, il a essayé de vous parler au moins 10 fois et qu'il n'a parlé que trois fois avec votre chef de cabinet. Pourquoi avez-vous considéré que vous ne pouviez pas lui répondre personnellement ? Et concernant ce même sujet, quand se fera la visite du roi à Ceuta et si vous allez l'accompagner ?

Et pour Monsieur Macron, excusez-moi, je voulais vous demander votre avis sur la situation dans la ville de Ceuta, sur la gestion du gouvernement. Maintenant que deux mois sont passés depuis l'entrée massive des migrants dans la ville, considérez-vous que la participation à la défense de l'Union européenne dans cette crise dans une ville qui est une frontière pour le sud de l'Europe a été suffisante ?

Et une dernière question pour vous deux. Le Premier ministre britannique a dit qu'il avait peut-être le désir de rentrer dans l'Union européenne. Considérez-vous que cela pourrait arriver pendant le mandat du Premier ministre britannique ?

Emmanuel MACRON

Sur vos deux questions, et merci beaucoup. Pour ce qui est de la dernière, *welcome back*. Si les Britanniques veulent revenir, si le Premier ministre va en ce sens, je pense que c'est une très bonne nouvelle à la fois pour son pays et pour les Européens. Je pense que les Britanniques ont toujours été utiles pour nous aider à simplifier les choses, des partenaires exigeants avec lesquels d'ailleurs les relations bilatérales se poursuivent sur des sujets comme la défense, la sécurité, l'immigration et beaucoup d'affaires stratégiques. Mais je pense que ce serait une bonne décision et je pense qu'il a raison d'avoir cette audace. En tout cas, nous serons là pour essayer de faire les choses. Sinon, on voit les limites malgré tout pour la Grande-Bretagne quand elle veut réengager avec nous, d'être en dehors parce qu'on ne peut pas choisir entre les libertés de l'Union et on ne peut pas décider de prendre ce qui nous arrange et pas le reste. Donc revenez.

Sur ce qui est de Ceuta. D'abord, je dois dire ici qu'en évoquant ce qui s'est passé à la fin du mois de juillet dernier, on doit avoir une pensée pour les plus de 140 personnes qui sont mortes durant ces événements. Je le dis parce que ce qui caractérise quand même notre Europe, ce qui nous a faits, c'est un certain humanisme. Et donc il y a des femmes et des hommes et des enfants qui ont péri en voulant traverser une frontière. Ça, ne l'oublions pas.

La deuxième chose, je crois comprendre que votre gouvernement, votre pays, notre Europe a été victime plutôt d'une attaque. Ce n'est pas l'Espagne qui a organisé ces traversées. Et donc, moi, j'ai un réflexe très simple quand ça arrive, et c'est vrai avec tous les pays européens qui ont eu à connaître des mouvements migratoires non organisés qui arrivaient les uns sur leurs côtes, sur leur territoire. On doit la solidarité. L'Espagne, elle a subi une attaque, sans doute d'ailleurs multiple. On voit bien, l'analyse que nous avons, c'est qu'il y a eu des attaques informationnelles. Il y a des gens qui ont expliqué à des gens que quelque chose était possible, et donc qui ont utilisé la misère pour pousser des dizaines de milliers de familles, de jeunes, parfois très jeunes, à prendre tous les risques pour venir sur Ceuta. Et donc ça, je pense que ça appelle une réponse de notre part première qui a été la solidarité et qui restera la solidarité. Je m'étonne que beaucoup d'Européens n'aient pas eu cette solidarité alors qu'ils en avaient bénéficié quand ils avaient été confrontés à des mêmes événements et qu'ils l'ont demandée.

Avec cette solidarité va la responsabilité. C'est exactement ce que votre gouvernement est en train de faire. D'abord, il y a eu beaucoup de gens qui sont retournés vers leur pays d'origine ou de transit, et le travail doit se poursuivre en lien étroit évidemment avec les autorités marocaines, et je crois que le travail se passe bien. A côté de ça, donc c'est une politique de rigueur. La leçon que j'en tire, c'est que nous devons renforcer nos fonctionnements européens. Et donc la réponse à ce qui s'est passé, ce n'est pas des invectives de court terme ou des mises au pilori. Solidarité européenne, responsabilité européenne, la mise en œuvre du pacte asile-migration qui nous permet d'être plus efficaces quand un tel événement arrive, la tenue de nos frontières communes et des politiques de retour bien organisées qu'on fait de manière concertée.

Et donc moi, j'en ressors avec une conviction : on a besoin encore plus de renforcer nos coordinations, nos coopérations en matière sécuritaire pour prévenir ces événements qui, parfois, se jouent dans l'espace numérique avant de pousser des gens justement à prendre tous les risques. On doit continuer d'améliorer notre coordination entre pays européens et au sein de l'Union européenne, en particulier de l'espace Schengen, pour nous améliorer collectivement. Mais c'est vraiment la seule réponse que j'en tire et je trouve que les propos simplistes ou les mises au pilori ne sont pas efficaces et sont un peu indignes. Voilà. On a plutôt du soutien avec ce que vous vivez, de la considération pour chaque personne humaine et la volonté d'avoir une politique efficace et d'aller jusqu'au bout parce qu'on veut protéger aussi notre espace et nos frontières, on y tient. C'est le sens du pacte asile-immigration, la politique de retour qu'on défend, mais on le fait en étant fidèles à nos valeurs et à nos principes.

Merci beaucoup.